

**RECEPTION DES VOEUX
AUX CORPS CONSTITUES
VENDREDI 11 JANVIER 2019 A 18 H 00
RESIDENCE PREFERATORALE**

En vous présentant mes vœux, pour chacun de vous et vos proches, je voudrais vous parler de ce qui m'est si cher.

Je voudrais vous parler de la République.

J'aime à croire que sa création date du 20 septembre 1792, à Valmy car à côté de son moulin, l'image d'une nation qui se constituait pour lutter contre l'obscurantisme et la réaction me plaît ! A vrai dire aussi, car le berceau de la famille Lallement n'est pas très éloigné de Valmy, même s'il est plus proche des marais de Saint-Gond ou Joffre a vu se dessiner la victoire de la Marne.

Chacun sait que c'est plutôt le lendemain, de ce 20 septembre, que la Convention décida d'abolir la monarchie.

La République est avant tout un système de valeurs collectives pour lequel la France est devenue depuis, une référence dans le monde, en matière de libertés publiques et individuelles.

La République, c'est la souveraineté du peuple. C'est ce que rappelle l'article 3 de la Constitution du 4 octobre 1958, qui ne fait ainsi que reconnaître ce qu'est le pacte original de la fin du 18ème siècle.

Mais qu'est-ce que la souveraineté du peuple, c'est-à-dire le gouvernement du peuple, par le peuple pour le peuple ?

C'est d'abord la démocratie : le peuple choisit ses dirigeants, il leur confie un mandat, il juge de la confiance ainsi faite et du pouvoir ainsi délégué, à chaque renouvellement. Il décide alors, ou non, de continuer ou de changer. Mais la démocratie ne peut être la révocation des mandats, la destitution, pour la simple envie d'exprimer un « ras le bol » ou une « colère ». L'insurrection n'a jamais été et ne sera jamais une garantie démocratique et ses théoriciens de « l'avant-garde éclairée » jusqu'à la « révolution culturelle » ont plutôt été des fossoyeurs des libertés que leurs promoteurs.

La République c'est ensuite l'État, car elle est inséparable de celui qui en son nom, doit arbitrer, rendre la justice, remettre en cause les privilèges, et accorder la primauté aux mérites et à la vertu.

La République, c'est enfin, l'indivisibilité, car les valeurs de la République sont universelles et doivent s'appliquer partout et pour tous. Parce que la Nation qui la porte, souhaite la plus grande égalité, notre République n'est pas fédérale. La nation est une expérience multiséculaire qui s'est forgée dans une volonté d'unification du pays et de rassemblement des pouvoirs. Dix siècles de persévérance, pour forger de génération en génération, une authentique communauté nationale, qui nous réunit autour des drapeaux tricolore et européen, car l'Europe est notre avenir évident.

Pour autant la République est décentralisée mais cela ne peut signifier son éclatement. Une décentralisation de proximité qui rapproche le pouvoir du citoyen est une force, une décentralisation qui l'en éloignerait serait une faiblesse.

Tout cela ce ne sont pas des concepts vides, des idées jetées en l'air !

Nos aïeux se sont battus et souvent ont risqué leurs vies, pour défendre cette République. Plusieurs dans cette salle, savent ce qu'est se battre pour la France et je les salue particulièrement.

La République a souvent été trahie parfois par ceux-là mêmes qui prétendaient la défendre. Mais pour un Louis Napoléon Bonaparte il y a eu un Victor Hugo, pour un Pétain, un Général de Gaulle ou un Chaban-Delmas, qui ont su relever l'honneur de la France.

Oui, quand la République est menacée, on entend des appels à un « Général Boulanger », à l'antiparlementarisme ou à la dénonciation des juifs et des francs-maçons. C'est un signe et même si l'histoire ne bégaye pas, elle peut se répéter.

On prêle à Albert Camus certes en d'autres temps et avec d'autres menaces, une phrase disant que quand « une démocratie est malade, le fascisme vient à son chevet, mais ce n'est pas pour prendre de ses nouvelles ».

Alors oui, cette République, je la défends comme je sais que vous la défendez.

Je la défends aujourd'hui au sens propre, à la tête de l'administration de l'État et des forces de sécurité intérieure. Les femmes et les hommes qui en font partie depuis près de 9 semaines, dorment peu et sont présents, nuits et jours pour vous protéger. Je veux leur dire ma fierté d'avoir à diriger dans de tels moments, des citoyens d'une telle valeur et d'une telle éthique. C'est un privilège qui m'est donné et j'en suis conscient.

Je veux dire, au-delà de cette salle, que rien ne nous déviara de notre mission. Nous continuerons de faire respecter l'ordre et la paix publique, la liberté de circulation et d'entreprendre et aussi, la liberté de manifester sans qu'elle ne soit bafouée par des violences. Ces violences nous nous y opposerons avec force et vigueur.

Je me battrai pour qu'au nom de la démocratie, chacun puisse s'exprimer et dire ce qu'il pense, mais je me battrai comme je le fais, contre toute légitimation de la violence y compris par procuration de ceux qui n'agissent pas mais laissent faire !

J'aimerais avoir un mot particulier pour remercier chacun, de l'honneur qu'il me fait de sa présence. Ce serait malheureusement trop long.

Alors je n'aurai qu'une dédicace personnelle pour un absent que j'estime particulièrement : le colonel Baron. Mes amis de l'AALE, les anciens combattants et les porte-drapeaux le connaissent, lui qui a servi toute sa vie avec honneur et fidélité. Sa santé vacille et alors qu'il a échappé à tant de balles, je formule le vœu qu'il se remette vite des opérations chirurgicales difficiles qui l'attendent.

Vive la République, vive la France.